

622

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 622 21 janvier 1982
Dix-neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 52 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
André Gavillet
Pierre Gilliland
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Points de vue:
J. Cornuz
Helena Mach
Gil Stauffer

La ruée vers le bœuf

Parlons d'autre chose! Parlons bouffe, par exemple, cela nous changera. Pas très nouveau, direz-vous, la cuisine, «nouvelle», ancienne, bourgeoise, rustique, on n'entend que ça à longueur de copinages plus ou moins journalistiques.

Eh bien justement, dans le genre, l'Agence télégraphique suisse soi-même vient de diffuser un texte gratiné qui est un véritable défi aux officines de relations publiques en mal de pénétration sournoise des colonnes des journaux: mentions à toutes les lignes des grands du hamburger, avec projets à court et moyen terme, chiffres d'affaires et carte de visite à l'appui. Un régal pour les amateurs de mauvaise cuisine rédactionnelle. Inutile de dire que la dépêche en question a été largement diffusée dans les quotidiens suisses romands qui ont peut-être quelque raison de choyer ces annonceurs-là. Toute l'opération sous le prétexte que le «fast food» a le vent en poupe dans notre pays et qu'il n'y a aucune raison pour que nous évitions les «snacks-bars» spécialisés dans le hamburger.

Des goûts et des couleurs. Sous nos latitudes prospères, la liberté et la bouffe font bon ménage. Encore faut-il savoir que cette liberté-là se paie cher, très cher; et nous ne faisons même pas allusion ici à l'inévitabile répartition planétaire des ressources alimentaires. Un coup d'œil aux Etats-Unis, d'où nous vient cette mode culinaire (!) et où sévit le hamburger dans les proportions que l'on sait.

Soit des millions d'Américains contaminés par le «fast food», conditionnés à ingurgiter leur hamburger quotidien. Soit le prix de la viande de bœuf indigène qui atteint des sommets vertigineux en quelques années, augmentation de 30% depuis 1975. Les grossistes américains cherchent à se ravitailler à l'étranger à meilleur prix et telle est la

demande que le marché se transforme à une vitesse incroyable: il y a vingt ans les Etats-Unis n'importaient pas de viande de bœuf, aujourd'hui 10% de leurs besoins sont satisfaits avec de la viande étrangère.

Où aller chercher les millions de tonnes de bœuf nécessaires? C'est la ruée vers le bœuf d'Amérique centrale. Là, afin de trouver de la place pour un cheptel bovin dont les effectifs ont littéralement explosé en vingt ans (plus 60%), on défriche: de nouveaux pâturages remplacent les forêts tropicales qui recouvraient, aux alentours de 1960, quelque 337 000 km² et qui s'étendent aujourd'hui sur 207 000 km².

Mode dévastatrice. Solde plus que négatif d'une opération d'intoxication par la bouffe. Voici le verdict de Normann Myers pour le «Forum du développement» (nov. 1981): «Les substances nutritives des forêts tropicales humides sont stockées dans les arbres et dans les plantes, et non pas dans le sol. Juste après l'abattage des arbres, il faut compter un hectare de terrain par tête de bétail; cinq à dix ans plus tard, ce sont cinq à sept hectares qui sont nécessaires. Laissés en l'état, ces terrains sont un trésor cent fois plus précieux que les quelques têtes de bétail qu'ils peuvent nourrir.» L'épilogue de cette histoire de la bouffe contemporaine est proche: «Ces forêts, d'une telle richesse génétique qu'elles fournissent aussi bien des drogues nouvelles contre le cancer que des céréales résistant aux maladies, auront disparu avant 1990 si le rythme actuel d'abattage se poursuit.»

La «filière du hamburger» n'a pas donc d'avenir: à moins qu'ayant rasé les forêts d'Amérique centrale, on ne s'attaque ensuite à d'autres réserves forestières. Une prise de conscience écologique aidant, on doit imaginer plutôt qu'une nouvelle mode remplacera celle-là. Et l'Europe, quelles que soient ses ressources propres en bœuf, prendra à nouveau le train américain. Rendez-vous noté: l'Agence télégraphique suisse ne manquera pas d'en faire tout un plat.

Hommage à Albert Meister

Albert Meister, le Jurassien de Paris, est mort. A 54 ans ce docteur en sociologie de l'Université de Genève (1958) avait acquis une grande renommée dans les recherches en sciences sociales. Auteur de très nombreux ouvrages, Meister s'est intéressé à presque toutes les expériences socialistes et autogestionnaires dans le monde de ces trente dernières années. D'abord attiré par les kibboutz israéliens (1962) il se penche ensuite sur le modèle yougoslave («Socialisme et autogestion», 1964). Il y reviendra plus tard après avoir scruté le démarrage de l'Afrique (1966), les tentatives d'animation et de participation du milieu rural, notamment en Argentine. Le rôle de l'alphabétisation dans le développement le fascine aussi (1973). Dans les dernières années de sa vie, il se concentre sur les rapports entre le pouvoir (techno-bureaucratie) et le peuple dominé. Son dernier livre, «L'autogestion en uniforme», analyse avec pessimisme la voie réformiste des militaires péruviens de 1968-1980.

Son souci fondamental à travers cet examen perpétuel du monde a été de découvrir l'Eldorado où socialisme et liberté feraient bon ménage. Où l'on pourrait s'exprimer sans disparaître le lendemain et sans mourir de misère. Meister ne s'était cependant pas prononcé en faveur de solutions politiques violentes. C'était un doux révolté mais qui continuait de croire que chez l'homme la raison triompherait un jour. Il est mort sans avoir atteint les «certitudes», mais il a montré le chemin à beaucoup d'autres. Le chemin de la lucidité dans la quête de la démocratie et du développement.

Claude Auroi

PS. Pour mémoire, ces quelques lignes de Meister rappelées par Olivier Corpet, directeur de la revue «Autogestion», en conclusion (dans «Libération» du 9 janvier dernier) d'un des rares hommages au chercheur parus ces derniers jours:

«Si vous pensez que le Système ne peut être amendé, mais qu'il devrait être complètement transformé, si vous pensez, par exemple, que le problème n'est pas de travailler moins mais de travailler avec plaisir et pour le plaisir et quand vous en avez envie, pas de posséder des choses mais de pouvoir les utiliser si le cœur vous en dit, pas de gagner plus mais d'oublier la notion même de gain et d'argent, pas de fonder et posséder une famille mais d'aimer... si vous pensez de telles horreurs vous n'avez d'autres possibilités que de prendre le contre-pied de ce qui est impliqué par le Système: aimer au lieu de haïr, donner au lieu de prendre, écrire avec des fautes plutôt que respecter l'orthographe, adopter au lieu de procréer, marcher au lieu de circuler, ne pas voter au lieu de tomber dans le piège de voter contre, ne pas posséder et donc ne rien avoir à déclarer, ne pas regarder la télé au lieu de la déclarer mauvaise, ne pas croire au lieu de bouffer du curé, ne pas écrire au lieu d'écrire des conneries (il vaut donc mieux que je m'arrête là, puisque, en tout état de cause, il est aussi préférable de vivre que d'écrire comment vivre).»

ÉDITEURS

Le «Tages Anzeiger» tient la corde

Depuis quelques années, le classement des grands éditeurs suisses restait immuable. Dans l'ordre (décroissant): Ringier, le groupe «Tages Anzeiger» et Jean Frey. Dans les milieux spécialisés, la tendance était à miser sur le dynamisme de Jean Frey («Weltwoche», etc.). Aujourd'hui, renversement des pronostics: les mêmes milieux voient le groupe du «Tages Anzeiger» gros comme une maison; de fait, l'éditeur du quotidien suisse le plus complet et le plus intéressant paraît avoir digéré les gros investissements techniques consentis depuis des années au point de se montrer le plus actif sur le marché des publications spécialisées.

Pendant ce temps, les grandes manœuvres se poursuivent, mais en coulisses. Ringier et Jean Frey, par exemple, ont liquidé les rapports croisés qui les unissaient et qui compliquaient l'analyse de leurs objectifs respectifs. Il s'agit essentiellement de l'abandon de la participation de Jean Frey à «Blick» (3%), Ringier se délestant de son côté à bon prix non seulement de sa part au capital de Jean Frey (17%) mais aussi à celui de la revue féminine «Annabelle» (46% — ces proportions ont paru dans la presse suisse alémanique après avoir été publiées dans la «Schweizerische Handelszeitung» du 7 janvier). En est-il résulté un besoin de liquidités pour Jean Frey? Toujours est-il qu'«Annabelle» vient d'être vendue au groupe de «Tages Anzeiger» qui venait du reste de se rendre acquéreur de la revue «Femina».

UNE REVUE FÉMININE

La concentration des publications «féminines» outre-Sarine s'en trouve telle (pour mémoire, «Annabelle», dans sa formule actuelle, est le résultat, médiocre, d'une fusion avec la rédaction de la défunte «Elle», version allemande) qu'on se demande si le terrain n'est pas préparé, à coup de centaines de milliers de francs, pour un seul magazine destiné aux femmes suisses. A charge pour ce rescapé de contrer la concurrence allemande fort variée et calculée sur mesure pour tous les «besoins»: jeunes femmes, femmes bien en chair, femmes en manque de rêves, et nous en passons. Une fois de plus, le marché helvétique dicte la loi de son exiguité. Le salut passe-t-il par une expansion au-delà des frontières pour les entreprises de presse suisses?

Parallèlement, à une autre échelle, les difficultés s'accumulent et laissent présager d'autres restrictions: voyez les travailleurs du bois et du bâtiment (Fobb) qui devront selon toute probabilité se contenter d'un bi-mensuel syndical qui prendra la relève de l'hebdomadaire qu'ils connaissaient jusqu'ici. Difficultés financières obligent. La compression des budgets mènera-t-elle les syndicats sur

la voie d'une presse unifiée? En tout cas, l'analyse rationnelle des coûts et l'espoir d'une presse qui puisse enfin faire entendre sa voix comme elle le devrait, n'avaient jusqu'ici pas suffi à faire franchir ce pas.

ÉLITES VERTICALES

Le marketing Ringier en échec

Trois mois après le début de l'opération hebdo, Ringier publie donc, à usage interne, les premiers résultats commerciaux de la «Woche» et de «L'Hebdo»: 14 000 numéros vendus par semaine pour la première et 6000 pour le second, bilan à fin décembre 1981. Soit un million de francs de déficit par mois. Ces chiffres, connus depuis la rentrée, ont été portés à la connaissance du public à la fin de la semaine passée dans la «Basler Zeitung» par Jürg Frischknecht, qui ajoute que le total des abonnés ne dépasserait pas 1600.

Pour l'éditeur de «Blick», l'échec est manifeste en Suisse allemande. L'édition romande elle non plus n'a pas fait sa place au soleil, sans que cela soit aussi préoccupant: on sait que dans les plans de Ringier l'essentiel de l'opération se joue en allemand. Reflet de ce décollage manqué: une absence marquée d'enthousiasme des annonceurs (et tout particulièrement en Romandie).

FACE À L'AUTRE PRESSE

Contrairement à l'attente, les impressionnants moyens financiers déployés par Ringier — campagnes de promotion, sommaires des hebdo annoncés semaine après semaine dans la presse quotidienne — n'ont pas fait la différence. On mesurera l'ampleur de la déconvenue du plus grand éditeur suisse à travers une simple comparaison: l'hebdomadaire «Die Wochenzeitung», lancé en automne dernier par l'ancienne équipe de «Das Konzept» de façon pour le moins artisanale, enregistre lui aussi, à fin décembre 1981, une vente de plus de 14 000

exemplaires (rues et librairies: 4200; abonnements: 4189; kiosques: env. 6200).

Ringier s'était donné un délai de six à huit ans pour imposer ses produits, mais il ne fait aucun doute que, même si d'importants déficits ne lui font pas peur, la direction devra rectifier cette fameuse ambition de toucher une «élite verticale», jusqu'ici manifestement réticente (si on admet que cette «cible» existe). Le contenu journalistique des hebdomadaires en question sera-t-il infléchi jusqu'à séduire un public assez large pour garantir la réussite de l'entreprise (à la chasse aux acheteurs, Ringier — voir «Blick» — ne recule devant aucun sacrifice)?

En tout état de cause, sur un point au moins, la réaction de Ringier sera riche d'enseignements: la vente dans les kiosques. Les plans mis au point comportent en effet un important effort de redressement à ce chapitre. Intermédiaire obligatoire en Suisse romande: Naville et Kiosk AG, en mains de Lousonna SA comme chacun sait (paradoxalement, Lousonna SA, par le biais des Imprimeries Réunies qui assurent la composition de «L'Hebdo» depuis quelques semaines, est jusqu'ici seule à tirer bénéfice de l'affaire).

A n'en pas douter, Naville sera invité à assurer une promotion encore plus importante de «L'Hebdo», une publication qui n'est ni de bon rapport ni particulièrement prisée, on le sait aujourd'hui. Quelle va être la réponse de ce distributeur tout-puissant dans les cantons romands? Un client de moindre poids serait poliment renvoyé aux chiffres de vente, au nombre effrayant des revues de tout poil qui se disputent les devantures, bref à l'impossibilité de poursuivre un effort en contradiction des règles purement commerciales qui dictent l'ordonnance des kiosques. Mais là, il s'agit de Ringier: Naville se risquera-t-il à faire une exception, c'est-à-dire à abuser de sa situation de monopole et finalement à intervenir activement sur la formation de l'opinion de ses clients, en vertu des rapports de bon voisinage de deux géants de l'imprimé helvétique? C'est peu dire qu'il s'agit là d'une affaire à suivre.

GENÈVE

Grand nettoyage

Au début décembre, les fidèles lecteurs de la «Feuille d'avis officielle de la République et canton de Genève» ont pu observer une brusque augmentation du nombre des autorisations de construire délivrée par le Département des travaux publics. Diligence dictée par le souci de M. Jaques Vernet (libéral) de ne pas encombrer de vieux dossiers son successeur Christian Grobet (socialiste), ou crainte de voir le nouveau chef de département appliquer plus strictement les règlements en vigueur? La question est légitime quand on sait que sous le règne Vernet plusieurs décisions ont été prises — surélévation de bâtiments dans la vieille ville, démolition et reconstruction sur les quais malgré le plan de site de la rade — qui ont prêté à discussion. Et c'est là un euphémisme. Ce n'est pas l'Association Art public qui nous contredira, elle qui récemment a fait opposition dans les délais à une demande de démolition (rue d'Italie, pour ceux qui connaissent Genève) et s'est vue prier de renoncer à son action, l'autorisation ayant déjà été accordée. Bizarre. Vous avez dit bizarre?

MACHOS

La flèche qui monte

On sait que le symbole masculin est une flèche qui monte en diagonale. Et c'est précisément ce symbole que, dans le canton de Vaud tout au moins, les partis radicaux et libéraux utilisent pour lancer leur campagne électorale.

La force, le dynamisme, c'est donc ça. Le nouvel article constitutionnel sur l'égalité des sexes n'a pas encore touché l'inconscient des publicistes des partis de droite.

Encyclopédie vaudoise

Au fil du temps, les volumes marquent les années. Ils sortent de presse au temps des cadeaux, comme pour coller au ton un peu bon enfant pas dérangeant de la collection.

La Grande Mutation II apporte un éclairage sur des sujets jusqu'ici peu traités de manière globale. Le tourisme, l'enseignement, la santé (20 000 emplois dans le canton de Vaud). L'Etat, les communes sont présentés dans la diversité de leurs tâches, la ventilation des dépenses. De bonnes photos, des types physiques contrastés, liés à la diversité des professions.

Dans un encadré pleine page, M. Debétaz, ancien conseiller d'Etat radical, émet quelques vérités

balancées: «L'épreuve est la pierre de touche de la solidarité. Du côté des travailleurs comme du côté des employeurs, on a fait preuve de sang-froid (...). La qualité de la vie et la solidité de l'économie ne sont pas antinomiques. C'est une fois de plus une question d'équilibre.»

Equilibre donc pour la présentation des organisations professionnelles. Les syndicats et leur histoire ont droit à seize pages. Les associations patronales, plus modestes, se contentent de cinq pages; mais il leur en faut deux, pleines, pour un rassemblement photographié sur quatre rangs de profondeur de tous les «staff» patronaux. Le cartel syndical, lui, siège à la Maison du peuple; table en fer à cheval, chaises intérieures vides, lumière sombre, un tiers de page.

En deux photos, beaucoup de choses sont dites. Comme disait M. Debétaz, c'est une fois de plus une question d'équilibre.

en termes à peine modifiés pour une année, jusqu'au 30 juin prochain.

Dès le 1^{er} juillet 1982, le relais législatif devrait être pris par une nouvelle ordonnance, autorisant des essais de radiodiffusion de programmes radio et télévision locaux et régionaux. Le projet de ce texte avait été livré en mai 1981 par la Commission Kopp, qui estimait possible de le mettre en vigueur dès juillet 1981. C'était compter sans le DFTCE, qui n'a pu se décider à temps, et a préféré se donner une année de réflexion.

De réflexion assistée plus précisément, par la grâce

La publicité, nerf de la guerre de l'audiovisuel. L'agitation n'épargne pas la SSR, en proie à des manques de ressources publicitaires de plus en plus criants. D'où des mutations inquiétantes dans la façon d'insérer les prestations des annonceurs dans les programmes. D'où toute une série d'opérations de charme en direction des futurs et éventuels clients de la SA pour la publicité à la télévision. Et finalement, cette initiative qu'on prête très sérieusement au patron de la SSR, Leo Schürmann lui-même, prêt à reprendre en main lui-même ladite SA. In vraisemblable confusion des genres. Et pourtant le démenti de M. Schürmann se fait attendre.

MÉDIAS

M. Schlumpf attend et les PTT s'activent

Au Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie (DFTCE), on n'agit pas par précipitation. On n'agit même pas volontiers du tout. En fin juriste, M. Schlumpf n'en finit pas d'envisager le pour et le contre, d'entendre les parties en cause, de soupeser les intérêts en présence. Ces derniers ont évidemment tout le temps de s'organiser et d'intervenir, aux différents stades du très lent processus de décision usuel au DFTCE. Dans le domaine des media, tout est suspendu à la fameuse conception globale, que la commission d'experts présidée par l'avocat zurichois Hans W. Kopp devrait enfin publier en mars prochain. Dans l'attente de cette merveille, le secteur des mass-media électroniques se trouve dans une situation pour le moins délicate: sur le plan législatif, on fait dans le flou provisoire; à la tête de la SSR,

M. Schürmann mène rondement des affaires qui marchent une fois sur deux, tandis que les PTT, maîtres absolus du jeu technique, créent en toute autonomie les conditions déterminantes pour l'avenir. Car c'est bien de la grande régie, détentrice du monopole des télécommunications, que tout dépend en définitive, quoi qu'en disent les Chambres fédérales, les gens de radio-tv, et les penseurs de la conception globale.

Bref, c'est d'une part l'envol technologique, et de l'autre la paralysie politique et administrative. De quoi éveiller toutes sortes d'appétits commerciaux, pour l'heure encore inassouvis. Tel-Sat attend une réponse escomptée pour la fin de 1980, et le cas de Radio 24 n'est pas davantage réglé que celui des 115 demandes adressées au DFTCE en vue d'obtenir une concession pour la diffusion de programmes de radio ou de télévision.

Tous ces programmes parviendraient à leurs destinataires par la voie des ondes, donc sans fil ni câble; soit sous une forme interdite par l'Ordonnance sur la radiodiffusion par câble du 6 juillet 1977, toujours en vigueur grâce à une prorogation

d'une procédure de consultation bien sûr. Par lettre du 9 juillet 1981, M. Schlumpf demandait aux cantons, partis et organisations intéressées de se prononcer sur l'opportunité de procéder pendant trois ans à des essais de radio-tv à l'échelle locale, histoire de voir s'ils correspondent à un besoin. Question subsidiaire: le cas échéant, la publicité pourrait-elle contribuer, à raison de cinq minutes au plus par heure ou de 3% au maximum du temps d'émission, au financement desdits programmes? A la fin de l'an dernier, le service radio-tv du DFTCE se trouvait donc devant une belle pile de 118 prises de position à dépouiller (une trentaine de plus que pour Tel-Sat une année auparavant). Avec ce résultat grandiose: les avis sont à ce point partagés, notamment sur la question de la base

juridique et surtout sur celle du financement par la publicité, que M. Schlumpf se retrouve au point de départ, devant l'obstacle qu'il avait refusé: décider.

En effet, sur la question finalement centrale de la publicité, on compte 43 avis positifs, et 53 négatifs. La majorité des partis se prononce en faveur de la pub sur les ondes locales, et les deux tiers des cantons s'y opposent; les organisations économiques veulent un nouveau support publicitaire, et les gens des media établis rejettent cette possibilité — pour des raisons diverses évidemment (cf. encadré).

Au Conseil fédéral donc de se prononcer à son tour, dans le courant février en principe, afin que les éventuels nouveaux émetteurs sachent dès le printemps prochain à quoi s'en tenir en matière de rayon et d'horaire de diffusion, de mode de financement, etc.

EXIGENCES INÉLUCTABLES

Pour prendre l'option fondamentale et définir le cas échéant les conditions précises des essais, le Conseil fédéral va sans doute partir de deux exigences inéluçtables: la Suisse doit avoir elle aussi des programmes locaux (c'est-à-dire des antennes plus ou moins libres), et la presse régionale, déjà en péril, ne doit pas avoir à soutenir la concurrence d'un nouveau media intervenant à la même échelle. Du coup, la conclusion s'impose: oui à des programmes à faible rayon de diffusion — et à budgets d'exploitation réduits, donc sans pub. Quant au problème des investissements, d'ailleurs modestes en matière de radio, on pourrait fort bien le résoudre avec la collaboration de la SSR; celle-ci ne devrait pas manquer l'occasion de se montrer ouverte et vraiment dynamique en mettant une espèce de quatrième chaîne à la disposition de la fédération des radios locales.

L'idée n'est pas neuve. La Radio suisse alémanique l'a développée dans un mémorandum publié l'été dernier. Reste à concrétiser. Une belle aventure pour ceux qui pourraient faire preuve de résistance à la commercialisation des media.

CONSULTATION DES MILIEUX «INTÉRESSÉS»

Essais de radiodiffusion locale: avec ou sans publicité?

<i>Avis venant de</i>	<i>Financement par la publicité</i>	<i>Remarques</i>
CANTONS		
FR, NE, TI, SO, NW, TG, SH, BL, BS	oui	TG refuse la compétence fédérale, SO refuse malgré tout l'ensemble du projet. Les deux Bâles souhaitent une organisation par concordats intercantonaux.
Autres cantons (sauf GE)	non	GE n'a pas donné son avis, à notre connaissance.
PARTIS POLITIQUES		
Socialistes	non	Favorables à un modèle SSR.
Radicaux	oui (radio seulement)	Contre toute directive de programmes.
Démocrates-chrétiens	oui (pour frais)	Pour des directives en matière de programmes.
UDC, ADI, PLS	oui	
PDT, POCH	non	Solutions via coopérative d'émetteurs locaux.
ORGANISATIONS		
Union syndicale	non	Refus de l'ensemble du projet.
Vorort	oui	Favorable à des «émissions sponsorisées».
Associations patronales	oui	Syndicats patronaux romands contre la pub.
Usam	non (en principe)	
Association des paysans	oui	
Consommateurs	non	
Editeurs de journaux	non	Besoin de progr. locaux non démontré.
SSR	non	Essais superflus.
Journalistes (FSJ, USJ, SSM)	non	Essais prématurés.
Arbus	non	Programmes locaux: service public.

Mort d'un homme

Alonso Diez est mort. Ou plutôt il s'est endormi, après quatre-vingt-neuf ans, passés au Chili puis en Suisse, à refuser absolument toute richesse, toute fonction importante, tout titre honorifique ou non — toute richesse et même toute propriété, sinon des livres, un lit pour s'étendre — je dirais plutôt: un grabat — quelques habits (et encore, quand des amis bien intentionnés lui faisaient cadeau d'un nouveau manteau ou d'un nouveau complet, ayant soin de redonner immédiatement le précédent manteau, le précédent complet). Faisant même, voici quelques années, un petit héritage d'un parent, et refusant l'héritage; expliquant à la Justice de Paix qu'il ne désirait nullement hériter. Et la Justice de Paix n'insistant pas, puisqu'il semblait après tout que la situation du défunt éclaircie, il ne resterait vraisemblablement rien. Puis découvrant que tout de même, un solde de quelques milliers de francs...

Et s'adressant de nouveau à Alonso Diez pour lui signaler la chose. Et lui répondant — je ne dirai pas: avec impatience — avec un peu d'étonnement qu'il avait *déjà* manifesté sa volonté de ne rien hériter; qu'il ne savait pas que faire de cet argent; qu'on veuille bien le donner à ceux qui pourraient en avoir besoin... En un mot, vivant dans la pauvreté évangélique, mais ne s'en doutant pas; se trouvant *riche* lorsqu'ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans, il se mit à toucher l'AVS! Se nourrissant de rien, deux pamplemousses, quelques pommes, des noix — végétarien bien sûr («je ne sais pas ce que c'est que le goût de la viande!» disait-il de sa voix flûtée), abstinent naturellement, pacifiste, non-violent; l'un des très rares à n'avoir été nullement choqué par les «Barbares» des années 68 (il habitait au troisième étage de la maison, Escaliers du Marché, où se trouve le «Barbare Bar à café»). Au contraire, descendant de son logis pour les haranguer et leur parler de leur mission,

qui était bien sûr de transformer le monde dans le sens de la fraternité et de l'amour (et eux l'écoutant, un peu ahuris par des paroles que peut-être jamais personne ne leur avait dites!).

CÉRÉSOLE, PLATON, SECRÉTAN, DESCARTES

Et d'un autre côté, éditant des textes de Pierre Cérésole, le fondateur du Service civil international; traduisant le *Lachès*, de Platon, essai sur le courage; éditant sept leçons de Charles Secrétan consacrées à Leibniz (au milieu, il faut bien le dire, de la quasi-indifférence de la quasi-totalité des philosophes officiels et de l'intelligentsia officielle elle aussi). Editant surtout le texte majeur, dont il

attendait qu'il apporte aux hommes une lumière indispensable: le *Discours de la Méthode* de Descartes, dans lequel il voyait, plus encore que le rationaliste, le moraliste d'une morale de la générosité et le philosophe qui, à partir du «Je pense donc je suis» en arrive à cette autre proposition infiniment plus importante: «Je suis, donc Dieu est.» Vivant de quelques leçons d'espagnol (sa langue maternelle), de philosophie (il lisait le latin, le grec et l'hébreu) et en remplaçant l'organiste titulaire ici ou là...

*

«Heureux ceux qui ont le cœur pur, parce qu'ils verront Dieu.»

J. C.

POINT DE VUE

Les mammouths et la salive

Messieurs les très cravatés présentateurs du Téléjournal ont pris, depuis quelque temps, l'habitude de clore l'émission par une petite phrase du genre «Tels ont été, à notre connaissance, les principaux événements gnagnana nagnagna». Pour qui se prennent-elles, ces précieuses ridicules? Pour Walter Cronkite — le présentateur de TV américain — auquel la phrase a d'ailleurs été chapardée, à peu de chose près?

Et d'abord: qu'est-ce qu'un événement? Et que faut-il pour qu'il devienne «principal» aux yeux du papoteur téléjournalisé?

Totale subjectivité; conformité aux racontars et aux mythes ambiants; raisonnement statistique (le mauvais temps est un événement parce qu'il touche beaucoup de monde...).

Donc Messieurs les présentateurs feraient mieux de dire, en substance: «Ainsi s'achève la présentation de faits dérisoires d'une actualité dont vous pouvez

calmement vous moquer. Nous avons simplement trente minutes de programme à remplir pour gagner notre bifteck...»

Qu'ils le disent donc! Ce sera presque un événement.

Et, s'ils ne le disent, qu'ils la ferment.

* * *

Peu m'importent les trucages et les mammouths, la trop grande taille des personnages et une foule d'autres détails (dommage que le film n'ait pas été produit et réalisé par une association internationale d'archéo-anthropologie, par exemple, ou le Musée de l'Homme...).

C'est la salive qui m'intéresse — cette salive dont la septième édition des *Tables scientifiques* de Ciba-Geigy (remarquables) fournit, en quatre pages, la composition détaillée. Incroyable complexité, étonnantes propriétés de la salive!¹

En fin de compte, oui, je trouve que «La Guerre du Feu» est un bon film. Scénariste et réalisateur n'ont pas oublié la salive (allez voir, je ne vais pas tout raconter). Fort bien. Lécher une blessure: je

dis à mes moutardes de le faire lorsqu'elles se blessent et il ne fait guère de doute que le geste était autrefois immédiat, instinctif, compris et ressenti comme thérapeutique.

L'action se déroule vers - 80 000, dit le préambule. Donc, «grosso modo» et sauf erreur, vers la fin de la dernière inter-glaciation et le début du Würm.

J'ai vérifié dans deux gros livres: probable coexistence de trois branches humaines, plus ou moins avancées. Ce que le film montre. Bien.

Rudes concurrences, vagues éveils. Difficile de se prononcer sur la férocité intraspécifique. La première bataille montrée pousse peut-être le bouchon un peu loin. L'époque, certes, ne pardonnait rien mais² on n'était guère dérangé par les voisins ou le train. Nos ancêtres étaient très probablement bien moins bouchés qu'on a tendance à le croire: rien d'ailleurs ne nous autorise à croire qu'ils l'aient été.

Quant aux femmes et à leur situation — pour peu qu'on l'imagine distincte de celles des hommes — on en pensera ce qu'on en voudra dans les rangs du MLF. Ce qui est sûr, c'est qu'elle était pire dans les cantons catholiques d'avant-guerre que dans ces mêmes cantons au Paléolithique.

Bref. Une bonne plongée dans le temps. C'était il y a cinq minutes. A peine. L'album de famille, en somme.

Gil Stauffer

¹ Je signale, quoique avec de solides réserves: «La salive féminine», par G. Wursten (Editions CML, Lausanne, 7, rue de Bourg).

² Si l'on en croit «Age de Pierre, Age d'abondance» de Marshall Sahlins (Ed. Gallimard — Bibliothèque des sciences humaines. Paris 1976. Titre original anglais: «Stone Age Economics»).

Je ne sais pas ce que les quaternaristes en pensent, mais il me semble que «Le Quaternaire — l'histoire humaine dans son environnement» de J. Chaline (Ed. Doin, Paris, 1972) est plutôt solidement charpenté.

Parmi d'autres, et bien que n'étant pas à même de juger sérieusement, j'ai préféré «L'évolution des premiers Hommes» de Bernard Wood (Ed. Nathan, 1977). C'est moins technicomélocolore que ce qu'a publié *Time-Life*. Les mâles ont un zizi, Dieu merci.

OBJECTIF SUBJECTIF

Helena Mach



31 décembre 1981, 16 h. 45



1^{er} janvier 1982, 8 h. 45

Walesa à Gdansk

Pologne: les informations se font rares. Et pour cause. La presse, dans sa grande majorité, qu'elle soit allemande, anglaise ou française, remplace les «nouvelles», devenues rarissimes ou sujettes à caution, et les reportages par des commentaires. Tentatives le plus souvent stériles de récupération journalistique des événements, frustration inquiète de tous ceux qui s'étaient découvert des réserves de solidarité avec ce pays proche.

Très rares, les journaux qui n'ont pas abdiqué, qui vont au-delà des communiqués officiels et des dépêches d'agence, qui traquent encore les faits et qui répondent finalement à notre soif de savoir, à défaut de comprendre, pour participer un peu. Parmi ces exceptions, le quotidien français «Libération», dont la chronique polonaise est exemplaire depuis des semaines (reflet du reste de la qualité de cette publication dans son ensemble depuis sa reapparition).

Il y a quelques jours, les 12 et 13 janvier, «Libération» offrait à ses lecteurs un document brut d'une intensité et d'un intérêt exceptionnels: l'intégralité du compte rendu de la dernière séance de la commission nationale de Solidarité, tenue à Gdansk quelques heures avant le putsch et malgré les rumeurs inquiétantes de mouvements de troupes suspects. Parmi les interventions, celle de Lech Walesa, qui permet de distinguer, autant que cela soit possible, quelques-unes des perspectives des événements qui se sont succédé depuis lors. Voici donc quelques extraits de ce document!

Prenant la parole, Walesa commence par mettre les choses au point (les notes de la rédaction — NDLR — que nous reproduisons sont celles de «Libération» dans un très précieux travail de mise en situation):

«Merci. Pour commencer, j'aimerais éclaircir une petite affaire. Chaque fois que je m'absente de la

séance de la commission nationale, même si c'est pour aller griller une cigarette, il y en a qui me reprochent tout de suite de passer mon temps à flâner (jeu de mots: en polonais, «Walesa» veut dire «il se balade, il flâne». NDLR). Je voudrais vous dire une chose: si quelqu'un pense que je vais me soûler la gueule, ou que je ne vous prends pas au sérieux, il se trompe. Si quelqu'un a des doutes sur mon travail, qu'il vienne vérifier comment je travaille. Si je sors dans le couloir, ou même si je suis en déplacement, ce n'est pas pour me reposer ou parce que je vous néglige. Mais parce qu'il y a une délégation, et puis une deuxième, et une troisième, qui apporte des médicaments ou d'autres choses, et qui se sent obligée, au moins, de me serrer la main. Vous savez bien que c'est comme ça. Bien sûr, j'essaie de me faire remplacer. Mais non, il faut que ce soit moi.

» Alors, comprenez-moi bien. Je ne passe pas mon temps à ne rien faire. Ne me posez plus jamais cette question. Ne me demandez plus de rester attaché à cette salle comme un chien de garde. Je veux y être, je veux écouter. Mais, en même temps, je dois quand même faire mon boulot. Voilà, c'est pour qu'on n'en parle plus, pour que cette question ne revienne plus sur le tapis. »

Et ensuite, quelques phrases qui aujourd'hui prennent un accent prophétique, avertissement aux Polonais qui imaginent que le leader de Solidarité pourrait composer:

«Maintenant, le problème suivant. Comme je vous le disais en août en descendant de la porte (du chantier naval de Gdansk, au-dessus duquel les grévistes portaient Walesa, en août 1980. NDLR), je vous le répète aujourd'hui: la lutte ne fait que commencer. En même temps, je vous disais qu'on ne peut ni m'acheter, ni me tuer, ni me vendre, et que je ne peux pas trahir le peuple. Admettez-le enfin. Tant que je suis là, dans ce lieu, je reste incorruptible et je n'ai pas peur. Je suis là pour gagner, croyez-le et cessez de nier, de me mettre les bâtons dans les roues et de faire des petites combines.»

Enfin, après avoir analysé les derniers combats menés par Solidarité, Walesa fixe les perspectives du mouvement:

«En même temps, rendons-nous bien compte. Nous sommes arrivés à un moment que, moi, je prévoyais seulement pour le printemps, que je voulais encore arriver à contourner. Quitte à ce que vous me critiquiez et à ce que vous ne me laissiez pas tranquille, je voulais tenir encore jusqu'au printemps. Je ne voulais pas qu'on en arrive aux solutions politiques maintenant. J'ai tenu bon encore jusqu'à Radom (Walesa, à la réunion de Radom, début décembre, s'était abstenu de voter la résolution, adoptée à une très large majorité, décidant la grève générale en cas de pouvoirs d'exception. NDLR), et je me rends compte maintenant que je n'irai pas plus loin. Car il y a trop de résistances internes et trop de malentendus entre nous. J'en suis ainsi arrivé à la conviction qu'il n'y a pas d'autres solutions, que les solutions politiques doivent être prises plus tôt que je ne le pensais.

» Voilà pourquoi Radom a été ce qu'il a été. Voilà pourquoi j'ai cessé d'être le bon Walesa — parce que quelqu'un avait cru, un jour, que j'étais un bon Walesa. Vous avez tous cru que j'étais un traître qu'on a acheté, etc. Et pourtant ça n'était pas vrai. Il faudrait que le plus de gens possible comprennent.»

DOMAINE PUBLIC

L'échéance de janvier

Quel soulagement pour l'administration de «Domaine Public» si les retardataires s'acquittaient de leur abonnement 1982 sans attendre l'envoi de rappels, coûteux et désagréables!

NB. Toujours à votre disposition pour envoyer DP «à l'essai» à des personnes à qui vous voulez du bien.
